



Gestion de la crise sanitaire à l'Education Nationale : l'improvisation continue

Le ministère a réuni ce mardi 2 mars les organisations syndicales pour un point sur la situation sanitaire. La FSU a dénoncé les insuffisances et le déni de réalité qui semblent s'être imposés comme mode de gestion au Ministère et a réitéré ses propositions concrètes pour une meilleure anticipation de toutes les situations. Alors que la situation épidémique s'aggrave avec notamment un taux de positivité record au variant anglais parmi les classes d'âge scolaire et que scientifiques et médecins appellent à prendre enfin en compte l'importance de la circulation du virus dans les écoles et établissements scolaires, le ministère ne prévoit aucune autre mesure qu'une **campagne de tests**, sans préciser son organisation. Les objectifs chiffrés donnés par le ministre dans les médias tendent à faire croire à une campagne massive mais dans la réalité, c'est plus une campagne « ciblée », s'appuyant sur des panels, qui semble se mettre en œuvre. Par ailleurs, les mesures prises en cas de découverte de cas de covid ne sont pas renforcées : une fois qu'on a testé, que fait-on ? Le retour à la règle d'une fermeture dès un seul cas positif dans une classe a été vite abandonné alors que le variant anglais devenu majoritaire est beaucoup plus contagieux. En outre, si les tests salivaires se déploient en partie pour les élèves, ce que la FSU avait demandé depuis longtemps, rien n'est clair sur les modalités concrètes de ces campagnes : se font-elles sur le temps de cours des élèves ? Dans quels locaux ? Qui fait quoi et avec quels protocoles spécifiques ? etc. Enfin, rien n'est fait pour renforcer la protection sanitaire des personnels en améliorant notamment leur accès aux tests.

La FSU a obtenu, lors de la réunion, que le ministère reprecise que les tests doivent être organisés et gérés par des professionnel-les et partenaires venant en renfort des personnels de l'éducation nationale, et non par les enseignant-es comme cela a été le cas la semaine dernière dans de nombreuses écoles. La mobilisation de la FSU, dénonçant ces derniers jours les pratiques de certains DASEN qui demandaient aux enseignant-es de pratiquer eux-mêmes ces tests, a enfin payé. La FSU demande un cadre ministériel précis et concerté qui sécurise durablement l'ensemble de la communauté scolaire.

D'autre part, la FSU a insisté sur le **stress et la détresse psychologique** engendrés par la crise sanitaire et sociale à laquelle sont confrontés les élèves. La FSU a acté positivement le fait que la DGESCO ait rappelé dans une circulaire le rôle des assistant.es de service social, infirmier.es, médecins et psychologues comme personnels qualifiés pour la prise en charge de ces problématiques, mais la FSU demande que les moyens leur soient donnés pour assurer ces missions, et que les

représentant-es des personnels sociaux soient reçus.

Aucune clarification n'a été apportée sur la **campagne de vaccination**. Alors que le ministère avait parlé d'une vaccination en mars, aucun calendrier n'est disponible, aucune modalité n'est donnée aux personnels dont quelques-uns, parce qu'ils font partie des personnes vulnérables, sont contactés par leur médecin traitant. Rien ne semble avoir été anticipé : après avoir raté le lancement des tests dans l'Education nationale, le gouvernement va-t-il rater la vaccination des personnels ? La FSU exige des réponses rapides à cette exigence.

Enfin, la FSU a obtenu que soient pérennisées les possibilités ouvertes en novembre de **recruter des personnels supplémentaires** pour remplacer les personnels absents du fait de l'épidémie (parfois appelés « brigades COVID ») et permettre aux établissements d'appliquer les préconisations sanitaires (notamment des assistants d'éducation). Nous avons cependant dénoncé l'insuffisance de ces moyens, le fait qu'ils ne soient pas décidés pour l'ensemble des équipes pluriprofessionnelles alors que leurs effectifs étaient déjà auparavant sous dotés, et que les contrats signés dans ce cadre soient très courts, interrompus pendant les congés et donc sources de précarité pour les personnels concernés et d'incertitude pour le service public d'éducation.

En cas d'annonces du premier ministre jeudi soir qui auraient des conséquences pour l'Education nationale et pour l'enseignement agricole, la FSU exige qu'une réunion sanitaire se tienne dès vendredi.

Contrôle du CO2 dans les salles, politique de test/traçage/isolément à la hauteur, masques gratuits pour les élèves et les personnels, vérité sur les chiffres, moyens humains et financiers immédiats, priorisation de la vaccination pour les personnels... les ministères doivent prendre en compte et mettre en œuvre ces conditions urgentes dans le cadre d'une stratégie globale de lutte contre le covid dans les écoles et les établissements scolaires.

Les Lilas, le 02 mars 2021

